Table-ronde « Écoféminismes » 13 juin 2022

Compte-rendu non-exhaustif

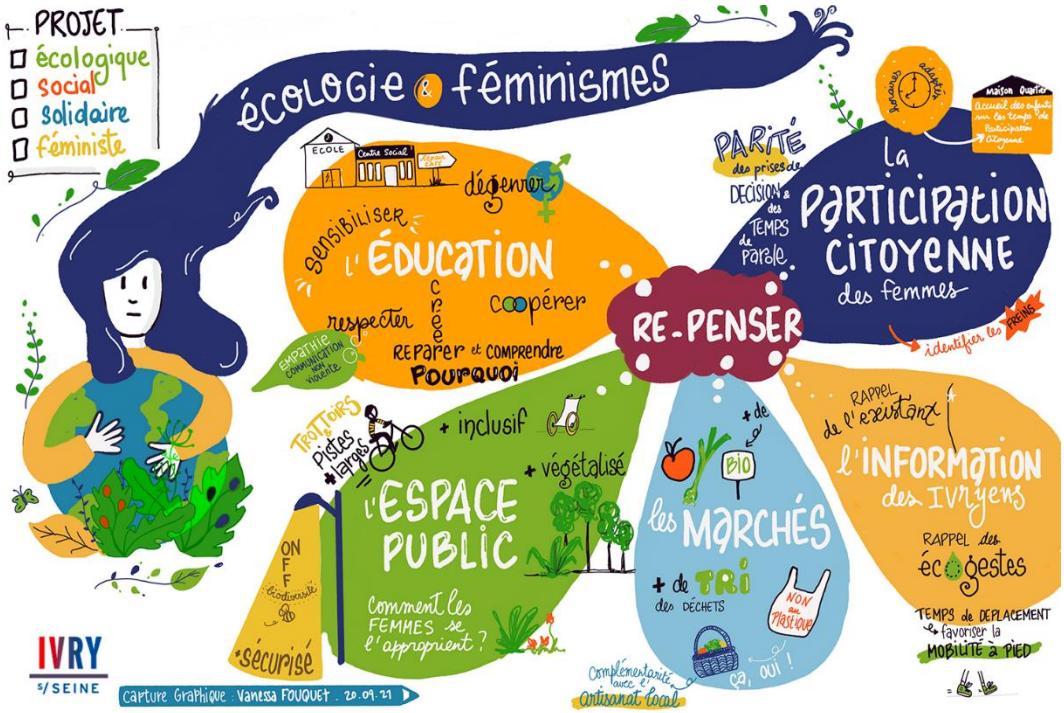
Dans le cadre de son partenariat avec la Cité Audacieuse, la Cité du Genre a organisé une table ronde sur l'écoféminisme, en collaboration avec le Centre des Politiques de la Terre d'Université Paris Cité. Elle s'est tenue le 13 juin de 18h30 à 20h30 à la Cité Audacieuse (9, rue de Vaugirard 75006 Paris). Clémentine Girault (Identités, cultures, territoires, UP-Cité) animait les échanges entre Nathalie Blanc (Centre des Politiques de la Terre), Isabelle Hillenkamp (CESSMA, IRD) et Anne-Christelle Beauvois (Comité Femmes Solidaires d'Ivry).

Près de cinquante ans après l'introduction de l'heureux amalgame lexical « écoféminisme » par Françoise d'Eaubonne, les chemins mondiaux de sa diffusion l'ont ramené en France, au premier plan de la recherche comme du militantisme. Cette table-ronde était l'occasion de se joindre aux discussions ayant eu lieu ces dernières années pour penser ces mobilisations écologistes et féministes ainsi que la façon dont elles répondent aux oppressions conjointes liées aux dominations de genre et à l'exploitation de la nature. Au croisement des disciplines (économie, géographie, histoire) et des expériences, chercheuses et militantes ont échangé leurs perspectives sur les enjeux soulevés et les pratiques mobilisées dans une multiplicité d'espaces : des champs au cœur et marges des villes en France à l'agroécologie au Brésil, en passant par la vie quotidienne... Pour explorer ces aspects, la discussion avec les intervenantes s'est structurée autour de quatre verbes d'action : nourrir, habiter, mobiliser et créer, qui les ont fait passer de l'environnementalisme ordinaire à l'agroécologie au Brésil en passant par le rôle des associations féministes dans des projets écologiques municipaux.

Trois postes d'observations pour penser des écoféminismes :

Nathalie Blanc est arrivée à l'écoféminisme en suivant un long chemin dont elle a retracé le parcours depuis sa thèse sur les animaux dans la ville (*La nature dans la cité*, 1996). Aujourd'hui, N. B. défend (avec d'autres) ce qu'elle appelle « l'environnementalisme ordinaire ». Celui-ci implique d'une part de prendre ses distances avec les politiques environnementales déployant des mesures de protection sur des espaces spécifiques et, d'autre part, de prêter attention à la transformation des inégalités et des injustices face à l'environnement. L'environnementalisme ordinaire, en investissant le registre des injustices, défie les hiérarchies implicites (spécifiques, scalaires, spatiales) liées aux valeurs géographiques et environnementales, autant qu'il remet au centre les invisibles (les femmes et les pauvres, aux côtés des mauvaises herbes et des espèces mineures). Ces membres de la communauté dont le pouvoir n'est pas reconnu exercent pourtant un pouvoir lorsqu'ils s'investissent dans la défense de leurs milieux de vie et qu'ils transforment concrètement les lieux et les manières de vivre au quotidien.

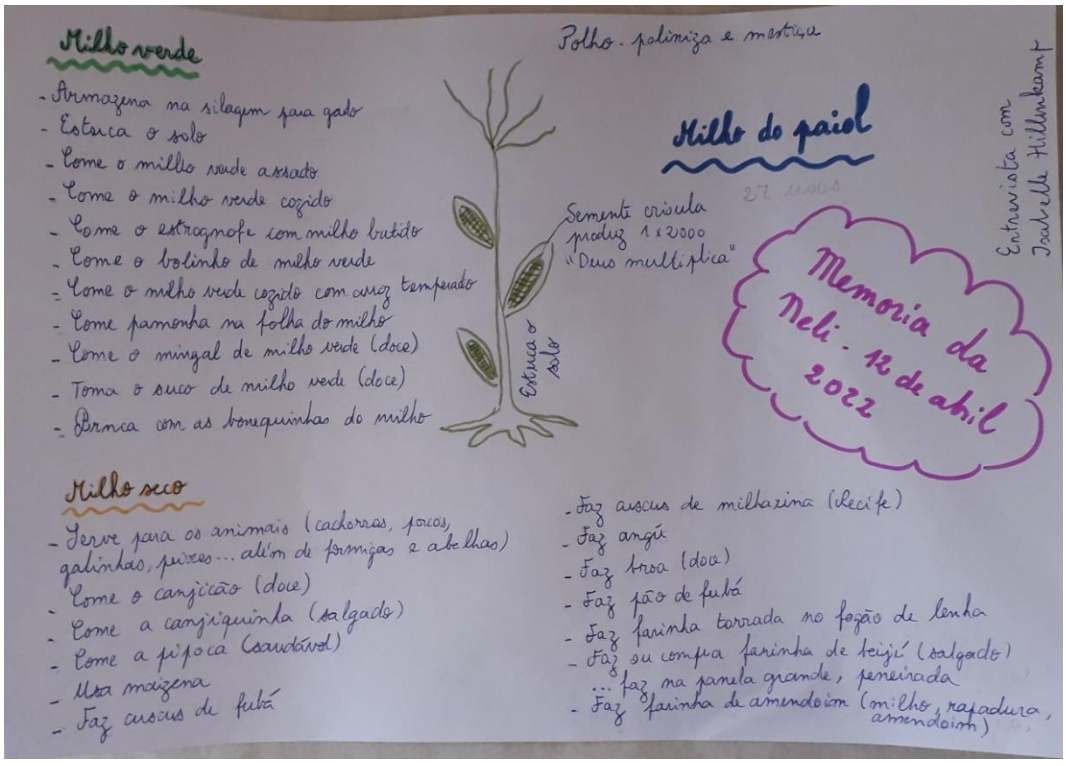
Anne-Christelle Beauvois représente pour cette table-ronde le comité Femmes Solidaires d'Ivry sur Seine, en tant que militante et bénévole à la Maison des Femmes. Elle explique comment et pourquoi le comité a été sollicité par la municipalité dans le cadre des ateliers de la concertation citoyenne « Pour le Climat à Ivry, on agit ! » : une démarche municipale qui souhaite construire un plan d'action collectif face au défi écologique de façon à agir concrètement contre le dérèglement climatique à l'échelle de la ville. Après un temps de rencontre à la Maison des Femmes d'Ivry avec Solène Ducrétot, militante écoféministe et co-créatrice du collectif "Les Engraineuses", le comité a participé à l'atelier "Ecologie & Féminismes" (20 septembre 2021) et a obtenu que soit distribué à chacun des ateliers suivants un document expliquant pourquoi l'écologie est souvent une « affaire » de femmes et pourquoi cela ne devrait plus l'être. Cette thématique « Ecologie et Féminisme » n'a pas été retenue pour être soumise au vote des citoyennes et citoyens pour la raison suivante : elle devra irriguer l'ensemble de toutes les thématiques choisies. Femmes Solidaires Ivry participera à l'avenir à des comités de suivis auprès des habitant·es afin de mesurer, analyser et peut-être approfondir et suggérer des solutions.



Isabelle Hillenkamp, socioéconomiste, présente ses recherches sur la place des femmes dans l'agroécologie au Brésil, en particulier dans le cadre du projet ANR GENgiBRe, « Egalité de genre et rapport à la nature. Pratiques et mobilisations féministes dans l'agroécologie au Brésil » (www.gengibre.org). Il s'agit d'un point

de départ pour aborder les mécanismes d'oppression des femmes et de la nature et la construction des mobilisations (agro-)écologiques et féministes sous l'angle de la division sexuelle du travail (travail agricole, domestique, de care et socio-politique) et du rapport à la nature qui se construit à travers de cette division. La question de l'écoféminisme s'est posée pour penser la participation des femmes paysannes ou « agricultrices » au mouvement agroécologique. Au sein même de ce mouvement, elles ont dû se battre pour affirmer leurs droits et disputer les conditions de participation en fonction du genre, de la sexualité, de la race et de l'ethnie. Dans un contexte hautement patriarcal et inégal, l'autonomie de ces femmes est la plupart du temps limitée, et la répartition du travail inéquitable. Dans une logique de continuité socio-environnementale, le travail de *care,* ici *cuidado*, socialement attribué aux femmes, s'étend à la « nature » (plantes, animaux, eaux, terre, aliments). Ces enjeux se nouent au cœur de territoires de conflits socio-environnementaux pris dans une politique de néolibéralisation de la nature, qui pose la question des conditions d'une sortie par le haut des rapports d'exploitation.

Nourrir. Le féminin est historiquement associé à une fonction nourricière et, à l'heure des crises qui remettent en cause la pérennité des chaînes alimentaires, on se rend compte que la production et le maintien des territoires et des identités passe par une prise en charge féminine de la sécurité alimentaire. À partir d'une anecdote de terrain, I. H. expose les tensions qui existent entre la culture du café, commerciale, et celle du maïs, associée à un discours religieux et moral. Elle rapporte les propos de Neli, agricultrice dans région de l'est de l'Etat du Minas Gerais dominée par la culture commerciale du café qui, à l'occasion d'une visite d'exploitation, se lance sur un éloge des valeurs nutritionnelles d'une espèce de maïs créole « dente de cavalo », perdue puis retrouvée. Ce discours sur une espèce de maïs endémique est l'occasion de recueillir une vingtaine de recettes et témoigne du fait que les enjeux liés à la culture vivrière sont centraux dans l'agroécologie telle que portée par les femmes.



Mémoire de Neli sur les usages alimentaires du maïs. Crédit photo : projet GENgiBre

De notre côté de l'Atlantique, N. B. évoque des projets alliant art, alimentation et développement durable, tels le « Art Mill » en République Tchèque ou Zone sensible à Saint-Denis (https://www.parti-poetique.org/les-lieux/zone-sensible/) dans le cadre du projet COAL (https://www.projetcoal.org/coal/). Le projet dionysien a récemment donné lieu à la publication de *Récits-recettes*, une série de portraits d'habitants et de leur cuisine. N. B. présente la recette comme un moyen pour les subalternes de prendre la parole, et de parler d'eux et de leurs territoires, tout en offrant des pistes d'émancipation vis-à-vis d'un certain racisme. Des forêts brésiliennes à la banlieue parisienne, un lien est rapidement trouvé autour de l'importance des recettes dans

la construction et la mise en verbe des intériorités et des territoires. C'est aussi la nourriture qui fait lien à Ivry, ce dont témoigne A.-C. B. Les habitantes qui se rendent à la maison des femmes amènent souvent à manger en échange de l'accueil. L'alimentation est d'autant plus un enjeu que c'est une responsabilité qui pèse lourd sur ces femmes, qui élèvent souvent seules leurs enfants : ce sont elles qui font les courses, préparent les repas et décident ce qui est bon à manger pour leur famille. Ce sont elles qui prennent en charge le soin par le biais, donc, de l'alimentation. C'est ce dont témoigne les discussions relatives à l'incinérateur de déchets d'Ivry. Lors des réunions publiques, les hommes avaient des questions et des propositions techniques, quand les femmes s'inquiétaient des risques de contamination des enfants, notamment par le biais du lait maternel.

Habiter. A nouveau, il est question du rôle d'un travail féminin invisibilisé dans la reproduction, non pas des identités, mais cette fois de l'habitabilité des espaces. Cet enjeu croise celui de l'appropriation des espaces publics. Ainsi, à Ivry, pour A.-C. B., la question de l'habiter à Ivry passe par celle de la mobilité. Cet enjeu de l'appropriation des espaces publics par les femmes est un véritable enjeu pour la municipalité. C'est par exemple le cas avec l'aménagement des pistes cyclables, qui doit prendre en compte les pratiques féminines et familiales, en étant plus larges, mieux éclairées. Quand la municipalité ne prend pas en compte ces problématiques, elles sont saisies « par le bas ». N. B. mobilise ses travaux sur les nourrisseuses de chats errants. Contre des discours péjoratifs, sexistes ou homophobes, des réseaux comme celui du chat libre ont été des manières extrêmement positives de se réapproprier les espaces, non seulement en domestiquant la ville, mais aussi en prenant en main des outils novateurs à l'époque, comme l'internet balbutiant. Pour N. B., cette réflexion autour de l'habiter pose aussi la question de « quelle bête défend-on ? » : aux hommes environnementalistes reviennent les grosses bêtes et les espaces sauvages, aux femmes les petites bêtes des recoins. Or pour N. B.il est essentiel de penser les femmes non pas seulement en victimes mais aussi en productrices de l'environnement. Le projet « la terre au défi de l'habitabilité » pose justement la question de comment et à quel point les femmes contribuent à la reproduction de cette habilité. Ce sont des problématiques analogues que l'on retrouve au Brésil, où les pratiques agroécologiques à travers les flux écologiques et économiques non marchands construisent le territoire et le rendent habitable sur le plan matériel (par des flux denses d'échanges d'aliments, jours de travail, ainsi que semences et boutures, qui maintiennent la diversité cultivée) et social (liens sociaux, solidarité, culture et spiritualité). Le rôle des femmes y est évidemment central du fait de leur responsabilité socialement assignée pour l'économie non marchande, bien qu'il reste limité par un ensemble de facteurs, internes et externes aux communautés.

Mobiliser. Des limites, on passe aux capacités d'action : la question de la mobilisation avait déjà émergé de la discussion précédente, autour notamment de l'éducation (et notamment celle des garçons) à l'écologie. A.-C. B. et N. B. mettent l'accent sur le rôle essentiel des pouvoirs publics, qui octroient peu de moyens et sont plus ou moins contraints de demander aux associations de fournir le travail à leur place. Elles soulignent l'enjeu crucial de la participation électorale ainsi que le rôle des maisons de quartiers comme relais afin de toucher les populations les plus éloignées de l'écologie. Du côté du Brésil, on ne peut même plus parler de désengagement écologique puisque l'exploitation sans limite des ressources dites naturelles est partie prenante de la politique menée par les gouvernements de Michel Temer puis de Jair Bolsonaro. Celle-ci passe notamment par une re-réglementation, au détriment des populations autochtones, ainsi qu'une privatisation et une marchandisation d'un nombre toujours plus grand de ces "ressources" (matières premières agricoles et minières, mais aussi services écosystémiques, aires protégées, etc.). Cette offensive néolibérale et autoritaire rencontre des mouvements de résistance, s'appuyant sur une histoire longue de mobilisations :

- Années 1980, la constitution de collectifs "autonomes" de femmes
- Années 1990, accompagnant la re-démocratisation : structuration de ces collectifs au niveau national
- Début des années 2000 : alliance entre femmes rurales et militantes féministes dans des ONG ou des Universités, avec la Marcha das Margaridas et la constitution de Groupe de Femmes de l'Articulation nationale d'agroécologie). Cette alliance a permis de disputer (et d'obtenir !) des politiques de soutien pendant le gouvernement de Lula et de Dilma Rousseff (2003-2016).

Bien que ces mouvements aient pâti de la pandémie de Covid, aujourd'hui (2022), dans le contexte de la campagne présidentielle brésilienne, on assiste à une re-mobilisation des femmes paysannes et agricultrices à la base des résistances socio-environnementales et à la réactivation de l'alliance féministe par des rencontres présentielles (y compris via des projets de recherche-action comme GENgiBRe).

Créer. Parmi les modes d'actions et de mobilisation, le décloisonnement des pratiques et des savoirs traverse l'écoféminisme, notamment par le biais de l'expression artistique puisqu'il s'agit de rendre ces actrices et leurs actions visibles. I. H. revient sur la méthodologie de la recherche-action qui consiste à mettre la production de connaissances via la recherche au service de l'action, c'est à dire du changement social. La démarche repose sur des questions de recherche portant sur les conditions d'émancipation des femmes en lien avec l'affirmation d'un autre rapport à la nature, ainsi que sur un partenariat entre monde académique et société civile, entre chercheur·euses et agronomes engagées dans le mouvement féministe populaire. Ainsi, il est moins question de poser un diagnostic que de penser les conditions d'une socionature équitable et durable, en participant à la construction de connaissances plutôt qu'à leur extraction. Par exemple, afin de faire émerger un travail des femmes invisibilisé par elles-mêmes, les agricultrices sont accompagnées dans la réalisation d'un « dessin » de leur propriété, de leurs espaces de travail et de vie. Ces informations ne seraient pas accessibles par les méthodes d'entretien-observation et la posture analytique (diagnostic statique) conventionnelles.

Ethnorepérage de l'espace de travail et de vie d'une agricultrice. L'espace de travail féminin (étiquettes violettes) est concentré autour de la maison. La diversité cultivée et la convergence des flux économiques et écologiques se fait dans un espace très réduit. Crédit photo : projet GENgiBRe.

De la même manière, pour N. B., le champ artistique est bien moins contraint que le monde académique : c'est un des lieux d'où peuvent partir des réflexions à partir du marginal, du déchet… Elle tient néanmoins à préciser que le monde de l'art est lui aussi traversé par des tensions, qui suivent la ligne de crête du genre, entre un versant « acte créatif », incarné par la lapine fluorescente d'Eduardo Kac (« GFP Bunny », 2000) et un versant « acte de *care* », comme le projet *High Diversity*, porté en 2014 par l'artiste féministe suédoise Åsa Sonjasdotter qui consistait à « repatatiser Paris » en réintégrant dans la ville et ses zones périphériques la culture de pommes de terre non standardisées… du maïs « dent de cheval » de Nelly aux pommes de terre d'Åsa, les luttes écoféministes consistent à faire front commun, pour réparer le monde.

Quelques références bibliographiques pour continuer la réflexion :

Blanc N., Emelianoff C., Rochard H., *Réparer la Terre par le bas. Manifeste pour un environnementalisme ordinaire*, Paris, éditions Le Bord de l'Eau, à paraître en sept. 2022.

Blanc N., Laugier S., Molinier P. et Querrien A., « Pour un environnementalisme ordinaire : femmes et ressources en temps de crise », *Multitudes* (en ligne), https://www.multitudes.net/events/event/pour-un-environnementalisme-ordinaire-femmes-et-ressources-en-temps-de-crise/

Flahault E., « Les femmes dans les associations du secteur environnement », *Femmes et villes,* Sylvette Denefle (dir.), Tours, Presses Universitaires François Rabelais, coll. Perspectives « Villes et Territoires », n°8, 2004, p. 399-408

Hillenkamp I., « Devenir autonomes. Les femmes brésiliennes et l'agroécologie », *Revue Projet*, 2019, n° 369, p. 4-11 (en ligne), https://www.revue-projet.com/articles/2019-05-hillenkamp-agroecologie-des-bresiliennes-cultivent-leur-independance/10266

Hillenkamp I., « Dans la forêt, le genre. Agroécologie et féminisme dans un environnement sous tension au Brésil », *Journal des Anthropologues*, 2022, n°168-169, dossier « Socio-natures en tension. Crise climatique et résistances écologiques », p. 79-96. Disponible prochainement sous https://journals.openedition.org/jda/